

LA LOI RELATIVE À LA RETRAITE À 25 ANS

Des acquis à préserver

Le 2 juillet 1983 paraissait la loi qui réformait le système de retraite en Algérie. Faisant partie intégrante de la Sécurité sociale algérienne, le système national de retraite a, depuis sa création, évolué en fonction de l'évolution qu'a connue l'Algérie aux plans économique et social.

La refonte adoptée par les lois de 1983 avait pour objectif entre autres de mettre fin aux différents textes législatifs et réglementaires dont leurs caractéristiques se présentaient par : la pluralité des régimes de retraite ; la multitude des caisses ; les disparités des avantages servis d'un secteur d'activité à un autre.

En effet, à la veille de la promulgation des textes portant refonte de la Sécurité sociale, il existait 8 régimes : régime général pour les travailleurs de l'industrie et du commerce géré par la

Caisse algérienne d'assurance vieillesse (CAAV) ; régime agricole pour les travailleurs de l'agriculture géré par la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et ses 45 organes décentralisés au niveau régional (CRMA) ; régime des fonctionnaires géré par la Caisse générale des retraites (CGR) ; régime des mines géré par la Caisse de sécurité sociale des mineurs (CSSM) ; régime des non-salariés géré par la Caisse d'assurance vieillesse des non-salariés (Cavnos) ; régime des gens de mer géré par l'Etablissement de protection sociale des gens de mer (EPSGM) ; régime du personnel de la Sonelgaz géré par la Caisse de prévoyance et d'action sociale (Capas) ; et enfin, régime du personnel de la SNTF géré directement par la Société nationale des chemins de fer (CP/SNTF).

Le système de retraite en Algérie, applicable à partir du 1^{er} janvier 1984, se présente comme un système assurantiel, contributif, caractérisé par une solidarité entre les actifs et les retraités,

fonctionnant donc sur le principe de la répartition. Les dispositions des articles 1 et 2 de la loi 83-12 du 2 juillet 1983 définissent l'objet et les principes de cette loi, à savoir : unicité du régime pour tous les travailleurs salariés ; uniformisation des règles relatives à l'appréciation des droits ; uniformisation des règles relatives à l'appréciation des avantages ; uniformisation du financement.

Parallèlement à ces principes, le système de retraite en Algérie se caractérise par le champ de protection qu'il couvre, c'est-à-dire les salariés concernés par les dispositions de cette loi (tous les travailleurs quel que soit leur secteur d'activité), par un assez bon niveau de prestation (il peut atteindre 80%, voire 100% du salaire) ; par une unification de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, avec cependant certaines dérogations ou bonifications pour les catégories particulières (femmes travailleuses, moudjahidine, etc.), unification qui a duré jusqu'en 1997 (année

de l'introduction des retraites proportionnelles et sans condition d'âge) ; par l'institution d'un minimum de pension indexé sur le salaire national minimum garanti (actuellement 75 % du SNMG) ; par la fixation d'une durée de carrière «maximum», relativement courte soit 32 ans ; par le calcul de la pension sur le salaire moyen des 5 dernières ou les 5 meilleures années de la carrière ; par le taux des pensions de réversion qui peut atteindre 90% du montant de la pension du de cujus ; et enfin par la revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite.

Le régime national de retraite garantit les avantages suivants : une pension de retraite au travailleur du chef de sa propre activité ; une allocation de retraite en faveur des travailleurs qui ne réunissent pas la condition de travail requise, mais qui peuvent faire valider au moins cinq années ou 20 trimestres ; une pension de réversion est servie en faveur du conjoint survivant, des orphelins et des ascendants.

Condition d'âge : des départs à plusieurs vitesses

L'âge légal pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite est fixé à 60 ans pour l'homme et 55 ans pour la femme. Bénéficient d'une réduction d'âge : de 5 ans, les moudjahidine (personnes ayant participé à la guerre de Libération nationale telles que définies par la législation en vigueur dans ce domaine).

Le moudjahid invalide a droit en outre à une réduction d'âge d'un an pour chaque tranche d'invalidité de 10% en raison de sa participation à la guerre de Libération

nationale. Réduction d'âge d'un an par enfant et dans la limite de 3 années, les travailleurs de sexe féminin qui ont élevé un ou plusieurs enfants, pendant au moins 9 ans. Cette réduction est de 5 ans pour les travailleurs des mines

Suppression de la condition d'âge. Aucune condition d'âge n'est requise pour l'octroi d'une pension de retraite (avec jouissance immédiate) dans les deux cas ci-après : lorsque le travailleur est atteint d'une

incapacité totale et définitive et sans pour autant pouvoir bénéficier de la pension d'invalidité, car ne remplissant pas les conditions de travail prévues par la législation sur les assurances sociales.

Dans ce cas, le nombre d'annuités servant au calcul de la pension ne peut être inférieur à 15.

Lorsque le travailleur ayant la qualité de moudjahid justifie d'un nombre d'annuités validées donnant droit à un taux de pension égal à 100 %.

COURRIER DES LECTEURS



Droit à la retraite proportionnelle

J'aimerais que vous m'orientiez sur la retraite proportionnelle. Actuellement je suis âgé de 47 ans et sans activité, au chômage. J'ai à mon actif 25 années de cotisation en tant que salarié dans le secteur public. Donc je voudrais savoir, à mes 50 ans, est-ce que j'aurais droit à la retraite proportionnelle ? Si oui, comment le taux sera calculé et sur combien d'années ?

Messaoudene A.

RÉPONSE : Pour bénéficier de ce type de retraite, il faut être en activité lorsqu'un salarié la demande. L'âge légal pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite est fixé à 60 ans pour l'homme et 55 ans pour la femme (article 6 de la loi 83-12 du 2 juillet 1983). La retraite proportionnelle et sans condition d'âge est en place depuis 1997. L'Ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 a assoupli les conditions d'octroi de la retraite, le bénéfice de la pension peut être accordé avec jouissance immédiate, dans les cas et selon les modalités ci-après. 1. Sans aucune condition d'âge lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effec-

tif ayant donné lieu à versement de cotisations égal à 32 ans au moins : il obtient une pension complète à hauteur de 80%. 2. A partir de l'âge de 50 ans, le travailleur salarié qui réunit une durée de travail effectif ayant donné lieu à versement de cotisations égal à 20 ans au moins peut demander le bénéfice d'une pension de retraite proportionnelle. Sont validées au même titre que les périodes travaillées celles déjà citées dans le cadre de la loi 83-12 du 2 juillet 1983, à l'exception du service national, et de la période d'invalidité. Les pensions accordées dans ce cadre-là sont liquidées définitivement et ne sont pas révisables en cas de reprise d'une activité rémunérée postérieurement à l'admission en retraite. L'admission en retraite proportionnelle ou sans condition d'âge intervient à la demande exclusive de l'intéressé. Est nulle et de nul effet toute mise en retraite prononcée unilatéralement par l'employeur.

Encore cette histoire de nationalité

Je suis né en France le 07/11/1962 à Orthez. Je suis entre en Algérie tout

jeune avec mes parents algériens. Est-ce que j'ai droit à ma nationalité ? J'ai reçu un refus de la part du consulat. Par manque de déclaration de reconnaissance. Il me demande de faire une réintégration car d'après eux, j'ai perdu ma nationalité le 1^{er} janvier 1963, mais à cette date-là, je n'avais même pas deux mois. Je cherche conseil, avocat ou démarches à suivre.

Arari nadir

RÉPONSE : Effectivement au regard des lois françaises, vous avez «perdu» votre nationalité française à partir du moment où vos parents n'ont pas demandé à la conserver dans les délais que vous évoqués. Il vous reste la possibilité du processus de réintégration mais qui n'engage en rien les autorités françaises à votre égard.

Ai-je droit à une pension ?

Je voudrais savoir si j'ai le droit de percevoir une pension après le décès de mon père qui percevait une retraite en tant que moudjahid. Je suis un chômeur âgé de plus de 45 ans et habitant un patelin dépourvu de toute structure créatrice d'emplois. Nous,

chômeurs, nous nous posons une autre question délicate : est-ce que les chômeurs ont droit à l'existence ?

M. Sadi Amar,
Tizi n'Berber (Béjaïa)

RÉPONSE : La loi n° 99-07 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid est parue au *Journal officiel* n°25 du 12 avril 1999, numéro que vous pouvez consulter sur le site Internet de cette publication : <www.joradp.dz>. Les fils de moudjahidine n'ont aucun avantage particulier en terme de réversion de pension.

Revoir la copie

M. Rachid Betrouche a déposé à la rédaction du *Soir d'Algérie* un courrier daté du 3 juin 2008 et écrit pour le compte de M^{me} veuve Louiza Azzouz. Nous lui demandons de revoir sa copie car elle est incompréhensible : il fait état d'une question de majoration de pension de réversion, puis évoque les implications de l'Arrêt Diop pris par le Conseil d'Etat français en 2001 qui concerne la dé cristallisation des pensions des anciens combattants étrangers de l'armée française ! Peut-il revoir sa copie ? Merci.